REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction de la commande publique

AB/CT/JR

N°2025-433

DECISION DU MAIRE

PRISE LE 1 3 OCT, 2025

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION DU 1er FEVRIER 2024

OBJET: Contrat n°C25065 relatif à la mise en place d'une initiation au Hip-Hop au gymnase Schweitzer à Soisy-sous-Montmorency.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency, Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code de la Commande Publique,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1er février 2024 aux termes de laquelle le Maire a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

CONSIDERANT le souhait de la ville de faire appel aux services d'un prestataire pour la mise en place d'une initiation au Hip-Hop au gymnase Schweitzer à Soisy-sous-Montmorency,

CONSIDERANT la proposition de Monsieur Gilles KOMIKA, pour le compte de la société DONNER DU STYLE, domiciliée 34 avenue des Courses à SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95230),

DECIDE

Article 1: d'accepter et de signer contrat de prestation avec Monsieur Gilles KOMIKA, pour le compte de la société DONNER DU STYLE, domiciliée 34 avenue des Courses à SOISY-SOUS-MONTMORENCY (95230), pour un montant de 200€ TTC afin d'organiser une initiation au Hip-Hop, le jeudi 30 octobre 2025 de 14h00 à 16h00, au gymnase Schweitzer à Soisy-sous-Montmorency.

L'inscription des crédits correspondants sur le budget de la ville, Article 2:

Article 3 : La présente décision est transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles,

- à Madame la Comptable Assignataire des Paiement de Montmorency

e Maire, Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 3 OCT. 2025

Mis en ligne et/ou notifié le : 1 3 0 CT 2025 Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

13 La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à

compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.